

APPEL À PARTENARIATS
s'adressant
à des organisations sans but lucratif

Réf. : CI-JE-Africa

(Merci de mentionner cette référence UNESCO dans toute votre correspondance)

06/12/21

Date de clôture : 31/12/2021 (23:59 *Heure de Paris*)

À soumettre par courriel à : IPDC.Secretariat@unesco.org

Demandes de renseignements par courriel à : S.McCabe@unesco.org (aspects techniques)

I. CONTEXTE :

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'efforce de consolider la paix par la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Les programmes de l'UNESCO contribuent à la réalisation des [Objectifs de développement durable du Programme 2030](#) adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015.

Le présent appel à partenariats vise à identifier des partenaires d'exécution pour le projet de l'UNESCO : **Initiative mondiale pour l'excellence dans l'enseignement du journalisme** (le projet est soutenu par l'initiative Google News).

Dans une grande partie de l'Afrique, les conditions sont compliquées, mais les formateurs africains en journalisme ont réussi au fil des ans à mettre en œuvre des programmes à grande échelle, produisant des stagiaires qui ont réussi à peupler les industries des médias et de la communication dans leurs pays et qui - souvent en prenant des risques - sont en mesure de fournir au public local, ainsi qu'au monde entier, des histoires africaines importantes qui, autrement, ne seraient pas racontées.

En s'appuyant sur les réseaux d'écoles de journalisme, ce projet aboutira à une mise à jour sponsorisée des programmes d'enseignement et de formation en journalisme gérés par 10 grandes écoles de journalisme du continent africain, permettant à ces organismes de mieux répondre aux changements majeurs de l'environnement de la communication. Dans le même temps, une centaine d'écoles seront exposées à une nouvelle réflexion et à une mise en réseau sur ce que signifie "l'excellence" pour les écoles de journalisme en Afrique aujourd'hui. De cette manière, le projet vise à améliorer la force et la durabilité de l'écosystème du journalisme dans les pays africains.

De plus amples informations sur le projet sont disponibles dans le document relatif au projet – **Annexe 1**.

II. **OBJECTIFS ET PRODUITS/ÉLÉMENTS LIVRABLES ATTENDUS :**

Nous recherchons une entité exerçant dans le domaine du développement des médias et/ou de l'enseignement du journalisme (par exemple, des ONG, des associations de médias, des agences de développement des médias, des fondations, des institutions universitaires, des institutions médiatiques non commerciales) ayant la capacité de mettre en œuvre le projet de manière efficace et effective.

En utilisant les réseaux d'écoles de journalisme et en s'appuyant sur l'expérience antérieure de l'UNESCO, l'entité partenaire coordonnera, réfléchira et co-construira avec les partenaires locaux les critères essentiels de ce que devrait être "l'excellence" de l'enseignement du journalisme sur le continent. A travers une série de consultations à travers l'Afrique, l'entité aidera à renforcer les capacités des formateurs en journalisme africains en établissant, définissant et mettant en œuvre la définition locale de l'excellence dans leurs institutions en suivant les étapes ci-dessous :

- **Étape 1 :** Dans les cinq sous-régions d'Afrique (Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique australe et Afrique de l'Ouest), le partenaire engagera les éducateurs dans une série de discussions structurées et de réponses à la documentation, sur ce qui définirait le mieux "l'excellence" dans leur rôle, aujourd'hui et demain, dans les conditions de leur pays.
 - **Étape 2 :** rassembler les résultats de ces consultations dans un schéma général qui peut être utilisé comme une aspiration commune pour les écoles de journalisme africaines.
- => Note : Les étapes 1 et 2 comprennent la traduction en arabe, anglais, français et portugais.
- **Étape 3 :** encourager au moins 30 écoles de journalisme à utiliser ce schéma comme moyen d'auto-évaluer leur potentiel - et leurs lacunes - en termes d'atteinte de cette "excellence".
 - **Étape 4 :** inviter des propositions d'au moins 30 écoles pour combler les lacunes identifiées dans une école donnée par le biais d'une auto-évaluation institutionnelle, en relation avec "l'excellence", sélectionner en collaboration avec l'UNESCO dix bénéficiaires (écoles) en tenant compte des diversités régionales et linguistiques ; déboursier et gérer ces subventions de 16K USD chacune avec les écoles sélectionnées tout en assurant une mise en œuvre réussie de ces subventions en fournissant un renforcement des capacités et une supervision.
 - **Étape 5 :** évaluer les rapports d'impact des 10 bénéficiaires sur ce qui a fonctionné grâce aux subventions, en termes de changement mesurable et durable dans leurs écoles de journalisme et d'impact sur les étudiants et/ou les journalistes en activité, et proposer des mesures innovantes pour assurer la durabilité.

Une description détaillée des objectifs et des produits et éléments livrables correspondants figure dans le mandat – **Annexe 1**.

II. **ADMISSIBILITÉ :**

Un partenaire d'exécution de l'UNESCO est une entité sans but lucratif à laquelle l'UNESCO confie tout ou partie de la mise en œuvre de programmes ou de projets spécifiés dans un document signé, étant entendu que le partenaire sera pleinement responsable et tenu de rendre compte de l'utilisation effective des ressources et de la livraison des produits comme indiqué dans ledit document.

✓ **Statut juridique :** L'organisation doit être enregistrée en tant qu'entité à but non lucratif qui est en activité depuis au moins deux ans.

✓ **Capacité :** Tous les candidats doivent :

- Être un interlocuteur crédible en matière de formation au journalisme en Afrique ;
- Être en mesure d'apporter une contribution financière ou en nature au moins minimale pour la mise en œuvre et l'évaluation du projet proposé ;
- Avoir la capacité de gérer le volume des fonds et de mettre en œuvre les activités convenues de manière efficace et effective ;
- Avoir une situation financière saine ;
- Avoir la capacité d'assurer les activités de planification, de suivi et d'évaluation. (ce dernier, le cas échéant) ;
- Prouver leur capacité à opérer dans les quatre sous-régions de l'Afrique (Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique australe et Afrique de l'Ouest) ;
- Faire preuve de compétences de base en matière de gestion et de tenue de dossiers (y compris les projets, procédures de gestion et de contrôle), ainsi qu'un engagement à défendre et à respecter les droits de l'homme, la liberté d'expression et l'égalité des sexes ;
- Être impartial et équitable dans la sélection des sous-bénéficiaires (qui seront les 10 écoles de journalisme retenues) ;
- Désigner un membre du personnel pour diriger la mise en œuvre du projet et servir de point de contact pour l'UNESCO.

Les particuliers, les organisations à but lucratif et les associations ou réseaux non constitués en société ne sont pas éligibles dans le cadre de cet appel à partenariats.

Malgré le contexte de COVID-19 et les possibilités de communication "à distance", l'UNESCO privilégiera les partenaires visant à mettre en œuvre les activités par une présence physique minimale sur place.

Les activités indiquées dans la proposition de partenariat doivent couvrir **un maximum de dix-huit mois de mise en œuvre, de janvier 2022 à juin 2023.**

Le budget prévisionnel du projet soumis doit allouer au moins cinq pour cent du budget total à des actions de communication et de visibilité pour générer et assurer la visibilité du projet auprès des différentes parties prenantes.

L'UNESCO déterminera si une entité présente les conditions requises pour être envisagée comme partenaire de l'Organisation en fonction des paramètres indiqués dans le formulaire d'identification du partenaire de l'UNESCO – **Annexe 2** et **Annexe 3** – Plan et stratégie de mise en œuvre du projet.

III. PROPOSITION :

Méthodologie, approche, plan d'assurance qualité et plan de mise en œuvre proposés

L'entité doit démontrer dans cette section qu'elle se conforme au mandat en indiquant les éléments spécifiques proposés et la manière dont elle procédera pour livrer les produits et exécuter les tâches qui sont demandées, en donnant une description détaillée des caractéristiques essentielles de ses prestations, et en précisant les travaux ou partie de travaux qui seront sous-traités.

La proposition doit en outre expliquer comment la méthodologie proposée répond au mandat ou va au-delà, tout en étant adaptée à la situation locale et à l'environnement dans lequel le projet sera exécuté. La méthodologie doit s'inscrire dans un calendrier de mise en œuvre et un plan d'assurance qualité.

Structure de gestion et ressources humaines (collaborateurs essentiels)

L'entité doit présenter dans cette section une description détaillée de la structure de gestion et des renseignements concernant les ressources humaines nécessaires, y compris les curriculums vitae des collaborateurs essentiels et clés qui seront chargés de la mise en application de la méthodologie proposée. Il s'agira de définir clairement les qualifications retenues dans les domaines correspondants du mandat.

IV. CRITÈRES ET MÉTHODE D'ÉVALUATION :

Les propositions seront évaluées sur la base des critères suivants :

- 1) Solidité de la proposition technique, qui doit comprendre des mécanismes d'inclusion novateurs et reproductibles de façon à accroître au maximum le transfert de valeur aux bénéficiaires.
- 2) Fort impact des interventions, directement axées sur les besoins définis dans le mandat et répondant à ces besoins.
- 3) Taille du budget requis adaptée aux capacités avérées de l'organisation en matière de gestion administrative et financière.
- 4) Suivi et évaluation participatifs contribuant à renforcer le sentiment d'appropriation parmi les bénéficiaires et favorisant ainsi la pérennité des interventions.

Les partenaires potentiels de mise en œuvre doivent envoyer leurs propositions de partenariat avant le **31 décembre 2021 à 23h59 (heure de Paris)**. Aucune proposition de partenariat - ou document d'appui - ne sera acceptée après cette date limite.

La proposition de partenariat qui sera sélectionnée sera celle qui obtiendra le score total le plus élevé sur la base de la grille d'évaluation suivante : la base de la grille d'évaluation suivante :

Score total le plus élevé des critères techniques et financiers pondérés

Résumé des formulaires d'évaluation des propositions techniques		Points à obtenir	Nom de la société / institution		
			A	B	C
1.	Éligibilité et qualifications d'une entité soumettant une proposition	200			
2.	Méthodologie, approche et plan de mise en œuvre proposés	400			
3.	Structure de gestion et personnel clé	100			
Sous-total pour l'évaluation technique		700			

Formulaire d'évaluation de la proposition financière

Résumé de la proposition financière		Points à obtenir	Nom de la société / institution		
			A	B	C
	Proposition financière	300			
Sous-total pour l'évaluation financière		300			

L'évaluation des propositions de prix (de toutes les entités qui ont obtenu une note minimale de 70 % dans l'évaluation technique) sera basée sur la méthode de notation pondérée suivante :

1. Les propositions financières sont ouvertes et une liste de prix est préparée, où le prix le plus bas est classé comme le premier (recevant le plus grand nombre de points) et le plus cher comme le dernier (recevant le moins de points).
2. Le prix le plus bas reçoit le maximum de points (par exemple 300), pour les autres prix, les points sont attribués selon la formule suivante : $[\text{Nombre de points} = \frac{\text{prix le plus bas}}{\text{autre prix}} \times \text{total des points pouvant être obtenus pour la proposition financière}]$.

Un exemple :

3. Offrant A - prix le plus bas classé comme 1st dans le montant de USD 10,000 = a
4. Offrant B - deuxième prix le plus bas classé comme 2nd pour un montant de USD 15,000 = b
Points attribués à A = 300 & Points attribués à B = 200 (formule suivante : $a/b * 300$ soit $10.000/15.000 * 300 = 200$ points)

Évaluation technique et financière combinée

Exemple : Résumé des formulaires d'évaluation des propositions financières	Points à obtenir	Nom de la société / institution			
		A	B	C	D
Sous-total Proposition technique	700				
Sous-total Proposition financière	300				

V. VOLUME DU BUDGET ET DURÉE DU PROJET :

Contribution de l'UNESCO : Hormis les dix subventions, le montant des activités (5 étapes), ne doit pas dépasser 62 000 USD.

Le montant total consacré aux dix petites subventions est de 160,000 USD, ce qui correspond à 16,000USD par bénéficiaire. Ces fonds de subvention ne peuvent être dépensés que pour les activités définies dans l'accord de partenariat de mise en œuvre correspondant.

Contribution du partenaire d'exécution : Dans le cadre des critères de sélection, le partenaire d'exécution doit contribuer à la mise en œuvre du projet à la fois financièrement et en nature et doit indiquer cette contribution dans le budget soumis.

En ce qui concerne le budget de la proposition technique du partenaire, l'UNESCO se réserve le droit d'établir le plan de travail et de négocier le budget avec le partenaire, avant la signature de l'accord, pour s'assurer le meilleur rapport qualité-prix. De même, l'UNESCO s'assurera, conformément à sa politique, que le partenaire sélectionné sera à même d'apporter une valeur ajoutée sous la forme d'une contribution financière ou en nature. Le partenaire fera figurer sa contribution financière ou en nature dans sa proposition budgétaire. Les frais généraux à titre de coûts administratifs ou de commission de service ne sont pas acceptés (budgétisation directe sur la base des activités).

VI. PROCESSUS DE SÉLECTION :

L'UNESCO examinera les propositions selon une procédure en cinq étapes : (i) détermination des propositions admissibles ; (ii) examen technique des propositions admissibles ; (iii) notation et classement des propositions admissibles selon les critères d'évaluation indiqués à la section précédente, en vue de déterminer quelles sont les propositions se classant en tête ; (iv) tour de clarification (si nécessaire) et élaboration du plan de travail avec le candidat dont la proposition aura obtenu la note la plus élevée ; (v) signature de l'accord de partenariat d'exécution.

VII. PROCESSUS DE SOUMISSION :

Les candidats prennent en charge la totalité des coûts liés à l'établissement et à la soumission de leur offre. Les candidats doivent soumettre leurs propositions dans une seule et même enveloppe envoyée à l'adresse suivante : IPDC.Secretariat@unesco.org

Pour que la soumission soit prise en considération, elle doit obligatoirement comprendre les documents suivants :

- 1) Documents relatifs à la soumission (aspects techniques et financiers, y compris descriptif du projet) ;
- 2) Formulaire d'identification du partenaire (dûment rempli et accompagné des pièces justificatives) ;
- 3) États financiers audités pour les deux dernières années.

Toutes les propositions doivent être soumises en anglais ou en français.

Note : L'UNESCO se réserve le droit de ne financer aucune des propositions faites dans le cadre du présent appel à partenariats. Selon la valeur et le contexte de l'accord de partenariat d'exécution, le rapport financier final devra être certifié par l'auditeur externe du partenaire. L'obligation de faire procéder à un audit sera confirmée pendant l'établissement du plan de travail et la finalisation du contrat.

AVERTISSEMENTS IMPORTANTS

L'UNESCO exige de ses partenaires, des soumissionnaires et de leurs sous-traitants qu'ils adhèrent aux normes morales et éthiques les plus élevées pendant l'exécution du contrat de partenariat et qu'ils ne se livrent à aucune pratique frauduleuse ou tentative de corruption.

Les organismes du système des Nations Unies appliquent une politique de tolérance zéro en ce qui concerne les cadeaux. Il est donc impératif que le personnel de l'UNESCO ne se trouve pas placé dans une position où ses actes seraient dictés ou pourraient raisonnablement apparaître comme dictés par un traitement de faveur reçu d'un individu ou d'une entité sous la forme de cadeaux, d'invitations ou autres gratifications similaires. Il est donc demandé aux partenaires de ne pas offrir ou proposer de cadeaux ou d'invitations au personnel de l'UNESCO.

L'UNESCO :

- (a) rejettera toute proposition d'attribution d'un contrat de partenariat si elle détermine que l'entité recommandée a eu recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter ce contrat ;
- (b) annulera ou résiliera un contrat de partenariat si elle détermine que le partenaire avec lequel elle l'a signé a eu recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter ce contrat ou l'exécuter ;
- (c) radiera un partenaire de la liste des « prestataires enregistrés auprès des Nations Unies », indéfiniment ou pour une période donnée, si elle détermine que ce partenaire a eu à un moment quelconque recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter un contrat signé par elle ou pour exécuter ce contrat.

Le présent appel à partenariats ne constitue pas en l'état une proposition de contrat avec votre organisation. Cependant, votre soumission pourrait constituer une base pour l'établissement d'un contrat entre votre organisation et l'UNESCO.

Vous êtes prié(e) d'accuser réception du présent appel à partenariats et de nous confirmer votre intention de soumettre ou non une proposition. Pour ce faire, et pour toute demande de clarifications, veuillez contacter S.McCabe@unesco.org.

Pour le compte de l'UNESCO

Secteur de la Communication et de l'Information / PIDC
Saorla McCabe – Secrétaire Adjointe du PIDC

VIII. ANNEXES :

Annexe 1 - Termes de référence

Annexe 2 - Formulaire d'identification des partenaires de l'UNESCO

Annexe 3 - Plan et stratégie de mise en œuvre du projet

Annexe 4 - Modèle de budget

Annexe 5 - Accord de partenariat d'exécution